

Point de Presse du Conseil d'Etat

29 septembre 2010

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, vice-président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Visite confédérale au Tessin	4
Compensation des émissions de CO ₂ des centrales thermiques : projet d'ordonnance imprécis	4
Genève	5
Funérailles de Monseigneur Genoud	5
Point de presse du Conseil d'Etat déplacé au jeudi matin	5
Plan financier quadriennal 2011-2014 : vers un retour à l'équilibre à moyen terme	5
Six cents logements et 103'800 m ² d'activités et commerces à Lancy	6
Equipements publics et vingt-quatre nouveaux logements prévus à Veyrier	7
Surélévation d'immeubles : dix nouveaux logements en ville de Genève	7
Communication électronique autorisée en matière contentieuse	8
La loterie romande distribue 4,4 millions de francs	8
Nominations	9
Agenda des invitations à la presse	11

Genève-Confédération

Visite confédérale au Tessin

Le Conseil d'Etat rencontrera ces 29 et 30 septembre 2010 son homologue tessinois à Losone (TI), dans le cadre d'une visite confédérale. Elle permettra des discussions et des échanges avec le gouvernement du Tessin sur différents sujets d'actualité.

La dernière rencontre entre les deux gouvernements dans un tel cadre remonte à 1994, quand Genève avait reçu la visite du Conseil d'Etat tessinois.

Compensation des émissions de CO₂ des centrales thermiques : projet d'ordonnance imprécis

Le Conseil d'Etat a répondu à une audition du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication relative au [projet d'ordonnance](#) réglant la compensation des émissions de CO₂ des centrales thermiques à combustibles fossiles. Ce projet vise à préciser les nouvelles dispositions de la [loi fédérale sur la réduction des émissions de CO₂](#).

Le Conseil d'Etat déplore le manque de détails dans le projet d'ordonnance. En particulier, celui-ci ne précise pas la méthode ni les règles de calcul qui seront utilisées pour chiffrer la quantité de CO₂ compensée par la production d'un kWh électrique ou thermique à partir des énergies renouvelables.

Le gouvernement genevois estime qu'il conviendrait d'adopter des règles incitatives, de sorte que des installations recourant à des énergies renouvelables soient développées en Suisse en parallèle à la construction de centrales thermiques à combustibles fossiles efficaces.

Le Conseil d'Etat souhaite que les cantons puissent connaître précisément les règles qui régiront le calcul des compensations et que les conditions cadres ainsi définies soient assez incitatives pour permettre le développement des centrales.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE,
☎ 022 327 93 65.*

Funérailles de Monseigneur Genoud

Le Conseil d'Etat a adressé un courrier à Mgr Pierre Farine, évêque auxiliaire de Genève, concernant l'absence de représentant du gouvernement cantonal lors des funérailles de Mgr Bernard Genoud le 25 septembre dernier à Fribourg.

Le Conseil d'Etat indique qu'il eût été préférable qu'il y fût officiellement représenté.

Le gouvernement avait par ailleurs adressé une lettre de condoléances à Mgr Farine le 22 septembre (voir [point de presse](#)).

Point de presse du Conseil d'Etat déplacé au jeudi matin

Dès la semaine prochaine, le Conseil d'Etat tiendra son traditionnel point de presse ou diffusera son communiqué consécutif à sa séance hebdomadaire le jeudi matin généralement à 9h00, en lieu et place du mercredi après-midi.

Ce changement d'horaire a pour but de donner une meilleure visibilité aux décisions prises par le collège gouvernemental. Le Conseil d'Etat bénéficiera également d'un délai supplémentaire pour accomplir ses actes réglementaires parallèlement à leur communication.

Plan financier quadriennal 2011-2014 : vers un retour à l'équilibre à moyen terme

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un rapport relatif au plan financier quadriennal (PFQ) 2011-2014 de la République et canton de Genève. Celui-ci fait apparaître un retour progressif vers l'équilibre du compte de fonctionnement. Le PFQ est fondé sur un scénario macroéconomique mesuré. Il intègre les dernières prévisions publiées le 14 septembre dernier par le [Groupe de perspectives économiques](#) et les récents résultats du sondage bisannuel effectué auprès des principales sociétés du canton.

Sur la base des hypothèses retenues, le résultat net, estimé à -220 millions de francs dans le projet de budget 2011, devrait progressivement redevenir positif en 2014. L'indication que donne ce PFQ est plutôt rassurante, si l'on tient compte en sus du fait que la projection intermédiaire des comptes 2010 laisse envisager un résultat largement meilleur que ce que prévoyait le budget. Le retour à l'équilibre est toutefois projeté pour 2014 et non pour 2013, comme le préconisait la feuille de route du [Programme de législature 2010-2013](#). Les montants en jeu sont néanmoins très inférieurs à la marge d'erreur, et la projection ne tient pas compte du fait que les correctifs des estimations fiscales des années antérieures ont pour effet d'améliorer les comptes par rapport aux budgets.

ETAT	B2010	PB 2011	Evolution 2011/2010		PF 2012	Evolution 2012/2011		PF2013	Evolution 2013/2012		PF 2014	Evolution 2014/2013		Evolution 2014/2010 % Mios	
Charges	7'635.7	7'791.8	156.1	2.0%	7'982.1	190.3	2.4%	8'145.5	163.4	2.0%	8'311.8	166.3	2.0%	8.9%	676.2
Revenus	7'277.8	7'572.1	294.2	4.0%	7'746.5	174.4	2.3%	8'025.9	279.4	3.6%	8'317.7	291.8	3.6%	14.3%	1'039.9
Résultats	-357.8	-219.7			-235.6			-119.7			5.9				

Le déficit cumulé projeté demeure largement inférieur au montant de la réserve conjoncturelle constituée durant les années fastes, qui s'élève actuellement à 905 millions de francs.

Le PFQ respecte le plafond de 2% de croissance des charges fixé dans le [Programme de législature 2010-2013](#) du Conseil d'Etat, sauf pour l'année 2012, pour laquelle le Conseil d'Etat devra encore procéder à un arbitrage en vue de l'établissement du projet de budget 2012. Cette discipline a nécessité un certain nombre de décisions de la part du gouvernement, notamment le financement d'une partie des besoins nouveaux par des réductions de charges existantes et des gains d'efficacité. Au final, le PFQ préserve les moyens nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Conseil d'Etat. Les augmentations de charges se concentrent à raison de plus de 80% sur les politiques publiques de la *Formation*, de la *Santé*, de la *Sécurité et population*, de l'*Action sociale*, de la *Mobilité* et des *Personnes âgées*.

Le plan d'investissement traduit des besoins élevés en investissements. Sur les quatre années sous revue, les dépenses d'investissements cumulées se montent à 4,28 milliards de francs, avec un pic à 1,2 milliard en 2012. Près de 80% du plan porte sur les politiques publiques de la *Mobilité*, de la *Formation*, de la *Santé* et de la *Sécurité et population*. Cette politique ambitieuse confirme la volonté du Conseil d'Etat de doter le canton des infrastructures publiques nécessaires à la poursuite durable de son développement.

Ces investissements planifiés, qui ne peuvent être autofinancés, ont évidemment un impact sur le niveau de la dette. En se fondant sur le taux de réalisation effectif des investissements observé en 2009 (71%) et sur les taux projetés pour 2010 et 2011, les calculs de projection de la dette ont été établis sur la base d'un taux de réalisation des investissements de 75% de 2011 à 2014. Sur cette base, le niveau de la dette devrait progresser ces prochaines années pour atteindre un montant estimé à 12,2 milliards à fin 2014. Les intérêts de la dette sont également en légère hausse.

Outre les incertitudes relatives à l'évolution du contexte conjoncturel et, par conséquent, à celle des revenus fiscaux, le rapport du Conseil d'Etat met également en exergue un certain nombre de risques et opportunités, assortis d'un chiffrage estimatif, qui sont susceptibles de modifier les paramètres.

Voir la [présentation en images du PFQ 2011-2014](#).

Pour toute information complémentaire : M. David Hiler, conseiller d'Etat, en contactant M. Roland Godel, DF, ☎ 022 327 98 07.

Six cents logements et 103'800 m² d'activités et commerces à Lancy



Le Conseil d'Etat a adopté deux plans localisés de quartier (PLQ) situés à Lancy « Pont-Rouge ». Le périmètre considéré se situe entièrement sur la commune de Lancy et jouxte, à l'est, les communes de Carouge et de Genève. Il totalise une superficie d'environ 98'000 m² et concerne des parcelles des domaines publics cantonal et communal, ainsi que des propriétés des CFF.

Le premier plan localisé de quartier, situé en 3^e zone de développement (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée), prévoit la construction de quatorze immeubles de six étages sur rez-de-chaussée plus attique, totalisant six cents logements. Le rez-de-chaussée de certains bâtiments pourra accueillir des activités commerciales ou administratives. Ces immeubles seront équipés de cinq garages souterrains totalisant 858 places. Une surface de 10'000 m² de terrain est réservée pour la réalisation d'une école primaire.

Le deuxième PLQ, situé en 2^e zone (quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et des quartiers nettement urbains qui leur sont contigus), prévoit la construction de cinq immeubles totalisant

94'500 m² de surface administrative et 9300 m² de surface commerciale. Ces futurs emplois profiteront de l'excellente desserte en transports publics et d'un garage souterrain de 1245 places.

L'opposition formulée contre ce second PLQ (n° 29583-543) dans le cadre de la procédure ouverte du 16 novembre au 16 décembre 2009 est rejetée conjointement à l'adoption du plan.

Le Conseil municipal de la commune de Lancy a préavisé favorablement ces deux projets en date du 24 septembre 2009.

Dès la publication des arrêtés du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), les plans seront disponibles sur le site internet de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Wuest, chef de projet, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 65.

Equipements publics et vingt-quatre nouveaux logements prévus à Veyrier

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant des limites de zones à Veyrier, le long de l'avenue du Grand-Salève, en vue de créer une zone 4A (zone urbaine destinée principalement aux maisons d'habitation, ainsi qu'à des activités sans nuisances) affectée essentiellement à de l'équipement public.



Ce projet de loi initié par la commune de Veyrier doit permettre la réalisation de plusieurs bâtiments d'utilité publique : une école primaire, une piscine, deux salles de gymnastique, une salle communale de 600 places et des locaux pour les sociétés communales. Un bâtiment destiné à des activités commerciales et administratives ainsi qu'un immeuble de vingt-quatre logements seront également construits dans le périmètre.

Le projet prévoit aussi la réalisation d'une centrale de chauffage avec réseau de conduites à distance qui produira l'énergie nécessaire au nouveau site et à une dizaine d'autres bâtiments du village. Un parking souterrain de 140 places sera également réalisé.

Les autorités communales ont lancé un concours d'architecture durant l'été 2008 pour définir l'implantation des différents bâtiments prévus. Le projet lauréat a été désigné en décembre 2008.

L'enquête publique ouverte du 31 mars au 30 avril 2010 n'a suscité aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Veyrier a par ailleurs préavisé favorablement ce projet le 15 juin 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Surélévation d'immeubles : dix nouveaux logements en ville de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la surélévation d'immeubles d'habitation (voir [communiqué du 28 juillet 2010](#)) sis route de Chêne 38, 40 et 42, en ville de Genève. Dix nouveaux appartements de typeoyer libre seront réalisés sur deux étages supplémentaires.



Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté par le Conseil d'Etat le 23 avril 2008 (voir [point de presse](#)).

Pour toute information complémentaire : M. Willy Spirig, inspecteur, office des autorisations de construire, DCTI, ☎ 022 546 64 45.

Communication électronique autorisée en matière contentieuse

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un projet de loi modifiant la [loi de procédure administrative](#), introduisant le principe de la communication électronique pour le contentieux administratif. Actuellement, la communication électronique entre l'administration et les citoyens est possible seulement en matière non contentieuse.

Le texte proposé au Grand Conseil autorise l'usage des nouvelles technologies disponibles et permet d'envoyer un recours sous forme électronique à l'autorité compétente. Il pose en outre des conditions précises pour s'assurer du respect des délais légaux.

Ce projet de loi s'inscrit, d'une part, dans la mise en application des nouvelles prestations d'impulsion actuellement déployées par le canton dans le cadre du programme d'[administration en ligne \(AeL\)](#), et, d'autre part, dans l'évolution récente du droit fédéral, qui, dans les nouveaux codes de procédure entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2011, prévoit désormais aussi la faculté de recourir à la communication électronique en matière civile et pénale.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 319 95 00.

La loterie romande distribue 4,4 millions de francs

Pour la quatrième répartition de l'année 2010 des bénéfices de la Loterie de la Suisse romande revenant à Genève, le Conseil d'Etat a décidé l'attribution d'un montant total de 4,364 millions de francs à 109 organisations à but non lucratif. L'encouragement à la culture locale représente 44% des dons, l'aide à des manifestations culturelles phares 16%. 20% des dons concernent la catégorie « action sociale et personnes âgées ».

Le Conseil d'Etat procède chaque année à cinq répartitions des bénéfices de la Loterie romande. Il s'appuie sur les propositions de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande. Les dons participent au financement de projets dans les domaines de la bienfaisance et de l'utilité publique. L'année dernière, le Conseil d'Etat a attribué un total de 25,167 millions de francs au bénéfice de 486 organisations. La culture arrivait en tête des secteurs bénéficiaires, avec 34% des attributions totales.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Pierre Rageth, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 11.

Nominations

Nouvelle directrice des affaires juridiques au département des affaires régionales, de l'économie et de la santé

Mme **Irène Costis Droz** a été choisie pour reprendre le poste de directrice des affaires juridiques du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES) en remplacement de Mme Michèle Righetti, nommée au poste de secrétaire générale du département (voir [communiqué du 25 août 2010](#)).

Née en 1978, Mme Costis Droz est mariée et mère d'un enfant. Après avoir travaillé durant ses études auprès de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile (FSASD) notamment, elle a obtenu une licence en droit et un certificat de droit transnational à l'Université de Genève. Elle a obtenu son brevet d'avocate en 2005, puis une maîtrise universitaire d'études avancées en droit international humanitaire délivrée par l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains. Après avoir travaillé en tant qu'avocate collaboratrice auprès d'une étude de la place, elle a rejoint la direction des affaires juridiques du département de l'économie et de la santé (actuel DARES) en 2008 en qualité de juriste, puis de secrétaire adjointe en 2009 afin de seconder et de suppléer la directrice.



Mme Costis Droz prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} octobre 2010.

Pour toute information complémentaire : Mme Christine Zoells-Kessner, directrice des ressources humaines, DARES, ☎ 022 546 88 40.

Trois nouveaux médecins-chefs de service aux Hôpitaux universitaires de Genève

Sur proposition du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le Conseil d'Etat a ratifié la nomination de trois professeurs à la fonction de médecins-chefs de service au sein des HUG, à compter du 1^{er} octobre 2010.



Le professeur **Pierre Pollak** accède ainsi à la fonction de médecin-chef de service au service de neurologie du département des neurosciences cliniques des HUG.

Le professeur Pollak a effectué sa formation post-graduée à Grenoble, Paris, Montréal et New York. Il a obtenu son titre de spécialiste en 1978. Lauréat des victoires de la médecine en 2008, il est en possession d'un titre professoral depuis 1992 et exerce en qualité de médecin praticien depuis 1985.

Ses travaux de recherche portent principalement sur le domaine des maladies extrapyramidales, en particulier la maladie de Parkinson et la thérapeutique par stimulation cérébrale profonde.

Le professeur **Pierre-Yves Dietrich**, quant à lui, prendra la tête du service d'oncologie, du département de médecine interne.

Ayant accompli une formation post-graduée à Fribourg, Rouen, Genève et Paris, le professeur Dietrich a obtenu son titre FMH en médecine interne et oncologie en 1994 et son privat-docent en 1997. A partir de cette date, il a occupé la fonction de médecin adjoint agrégé au service d'oncologie des HUG.

Ses travaux portent principalement sur l'immunologie des tumeurs cérébrales. Avec son équipe, il a identifié les mécanismes utilisés par le système immunitaire pour empêcher le développement des tumeurs. L'objectif de recherche pour ces prochaines années est de découvrir un moyen d'exploiter ces mécanismes dans un but thérapeutique.



Le Conseil d'Etat a, enfin, ratifié la nomination du professeur **Laurent Brochard** à la fonction de médecin-chef de service au service des soins intensifs du département d'anesthésiologie, de pharmacologie et des soins intensifs des HUG.

Le professeur Brochard a effectué sa formation post-graduée à l'hôpital Henri-Mondor, à Paris. Il a obtenu ses titres de spécialiste en physiologie et physiopathologie des appareils respiratoire et circulatoire en 1987, et de pneumologie en 1991. Il exerce en qualité de praticien hospitalier et professeur des universités depuis 1993.

Ses travaux de recherche portent principalement sur les domaines de la ventilation artificielle et de la physiopathologie de l'insuffisance respiratoire aiguë.

Pour toute information complémentaire : Mme Therese Legerer, direction de la communication et du marketing des HUG, ☎ 022 372 60 57.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
1 ^{er} octobre 11h00	Cérémonie d'inauguration du collège Sismondi	Aula du collège Sismondi 30, avenue de France	DIP DCTI	May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18 Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
4 octobre 11h00	Evaluation de la promotion économique genevoise de la République et canton de Genève	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14
5 octobre 10h00	Inauguration de l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE)	IUFE Pavillon Mail, salle 04 (rez-de-chaussée) 40, bd du Pont-d'Arve	DIP Unige	May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18 Charles-Antoine Courcoux (Unige) ☎ 022 379 77 96